

## DEBAT SUR L'ECOLE

### SYNTHESE GLOBALE :

#### Remarques complémentaires :

Ces trois thèmes ont fait l'objet d'un débat convivial où des doutes et des objections sont apparus tels :

- le risque d'enseignement à la carte qui dévaloriserait peut-être les diplômes
- le manque de formation spécifique des enseignants par rapport à une ou (des) pédagogie(s) qui permettrait(ent) de raccrocher, remotiver les élèves les plus en difficulté
- le risque de trop ouvrir l'école aux parents et aux entreprises : socle commun républicain et contenus des enseignements peut-être en péril ?

Par ailleurs, les enseignants ont souhaité faire une lettre ouverte sur le Débat sur l'Ecole : dont voici les termes

Après réflexion et concertation, un certain nombre d'enseignants a décidé de ne pas participer au Débat sur l'Ecole, organisé par le Gouvernement dans les établissements scolaires. En effet certains points nous gênent :

- les questions proposées au débat ne reflètent pas les préoccupations essentielles des enseignants et les besoins des élèves.
- Les professeurs n'ont pas par ailleurs été consultés sur le choix des sujets à aborder.
- Le mode de décryptage informatique qui doit être utilisé fonctionne par reconnaissance de mots-clé (lesquels ?). Ce qui signifie que personne ne lira véritablement les rapports des débats menés.
- A priori la synthèse des rapports sera faite en 15 jours ce qui nous paraît insuffisant. On peut dans ce cas se demander quel crédit le Gouvernement compte accorder aux réponses données.
- Par ailleurs, le fait que les chefs d'établissement ne soient pas conviés à ces débats nous semble incohérent étant donné leur rôle au sein des équipes éducatives. Leur interdire de participer au débat ne dénote-t-il pas un certain mépris de leur fonction ?
- Au final, le débat nous paraît bien éloigné des préoccupations du terrain : nombre d'élèves par classe, manque d'adultes, accueil des non francophones, perte de repères des élèves, montée de la violence...sont des réalités quotidiennes que le débat ne prend pas en compte. Pourtant des solutions existent, les enseignants sont prêts à les proposer et à en discuter mais le Gouvernement est-il prêt à les entendre ?